

Travailleur soviétique contre consommateur américain ?

Béatrice Majnoni d'Intignano

Conseil d'Analyse économique, non publié.

I : Les Français souffrent de schizophrénie. S'identifiant selon les circonstances au travailleur soviétique et au consommateur américain. L'administration est-elle au service des fonctionnaires, comme dans les pays communistes, ou des citoyens, comme dans les démocraties avancées d'Europe ?

L'Europe, et surtout la France, restent marquée par l'histoire de l'Administration sur notre continent : le rôle de l'emploi public dans l'ancienne URSS et celui du Colbertisme français. Les effets dévastateurs de l'emploi à vie dans les pays de l'Est n'ont jamais été perçus dans leur dimension : éviction du secteur privé, bas niveau de vie. Ils sont bêtement assimilés au plein emploi et on confond volontiers emploi public et éradication du chômage. Le rôle de l'Etat et des entreprises publiques pendant les 30 Glorieuses est aussi assimilé aux performances économiques de cette époque, pourtant révolue. Enfin on perçoit mal la réalité de la désindustrialisation due au progrès technique et à la division internationale moderne du travail en Europe de l'Ouest comme aux Etats-Unis. Seuls les nouveaux membres de l'Est de l'Union prennent parti contre ce modèle pour en avoir vécu la logique et la pauvreté.

L'abcès de l'échec communiste n'a jamais été crevé en France. En tant que travailleur on y rêve de l'emploi à vie, public de préférence, on craint l'ouverture internationale et l'accélération de la diffusion du progrès technique qui l'accompagne, on accepte la relative égalité des rémunérations qui en découle, préférant les avantages connexes de nomenklatura protégée. Cette partie de notre personnalité s'exprime dans la rue et en politique ; elle bloque la réforme et met la peur au ventre de tous les dirigeants depuis l'automne 1995 (grandes grèves contre la réforme Juppé). On rêve de voir son fils postier épousant l'institutrice. Cette partie de notre personnalité défend les perdants classiques de la division internationale du travail : les agriculteurs, le petit commerce, les travailleurs les moins qualifiés. Vilipendant à l'occasion l'OMC et l'Union européenne, boucs émissaires naturels. On défend l'administration ou les services publics au service des fonctionnaires. Minorité qui se transforme et majorité par identification, ces travailleurs sont représentés par des syndicats d'abord implantés dans la fonction publique et qui en défendent les privilèges au détriment des jeunes, dont le taux d'emploi est exceptionnellement faible en France.

II : Une autre partie de la personnalité française s'identifie résolument au consommateur américain. Se ruant sur les nouveautés : téléphones à fonctions multiples et autres TIC, cartes bancaires ; ayant assimilé l'euro avec enthousiasme et célérité ; remplissant les coffres à jouets des enfants de nouveautés chinoises à bas prix. Cette majorité, puisqu'il s'agit de toute la population, s'exprime en silence, mais résolument, sur les marchés et dans le grand commerce. Elle n'achètera pas plus cher les produits des entreprises menacées par la concurrence pour en sauver l'emploi. Elle se sent soutenue par l'OMC et l'Union européenne qui organisent l'accès aux bénéfices de la division internationale du travail dont bénéficient par nature les consommateurs. Cette majorité n'a pourtant pas pris parti en faveur de la Constitution européenne. Elle voudrait bien des services publics à son service : crèches, médecins plus disponibles, continuité des réseaux de transport... Mais l'Union européenne ne lui apportera pas de solution car la gestion des services publics appartient au domaine national

III : La contradiction entre ces deux expressions de la personnalité française pèse sur la croissance potentielle et l'emploi en France. Toute tentative de réforme est taxée d'ultra libéralisme. Ce dont un pays dont le secteur public au sens large dépense 54% du PIB ne saurait être menacé avant

longtemps. Mais qui ose le dire ? Au nom de cet ultra libéralisme diabolisé on s'oppose par principe aux réformes de l'administration ou aux privatisations qu'il faut mener sans en avoir l'air.

Pourtant des modèles combinant les deux aspects : administration de qualité et emploi public et privé important existent en Europe. Dans les pays nordiques ou les petits pays en particulier. On y combine une forte ouverture internationale (60% du PIB pour certains), une diffusion rapide des techniques modernes (téléphonie, informatique) et la diffusion des langues, la réussite de champions nationaux mondialisés (Royal Dutch, Erricson...) ; une croissance potentielle élevée, égale ou supérieurs à celles des Etats-Unis depuis 1995 (Irlande, Suède) ; un taux d'emploi entre 70 et 75% ; un chômage faible, redescendant au-dessous de 5% en phase haute du cycle conjoncturel ; des services publics modernisés mais efficaces (éducation, santé, transports) orientés vers les besoins de la population et des familles ; une intégration avancée des jeunes, des femmes et des seniors dans la vie économique et politique. Dans ces pays l'administration par définition au service de la population plutôt que des fonctionnaires. Et les syndicats adhèrent à cette conception.

Le récent prix Nobel d'économie Thomas Shelling a décrit ce biais d'identification dans les sociétés modernes. La communication du monde politique pourrait s'inspirer de cette analyse pour introduire plus de réalisme économique dans le discours et rechercher plus de consensus, propice à la réforme